

P O L A R

AHMED
TIAB



Gymnopédie
pour une disparue

 **l'aube**
NOIRE

GYMNOPIÉDIE POUR UNE DISPARUE

La collection *L'Aube noire*
est dirigée par Manon Viard

© Éditions de l'Aube, 2017
www.editionsdelaube.com

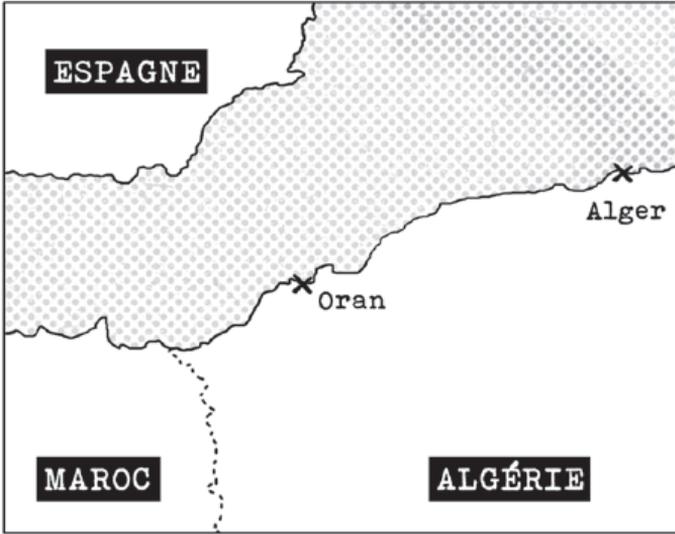
ISBN 978-2-8159-2030-8

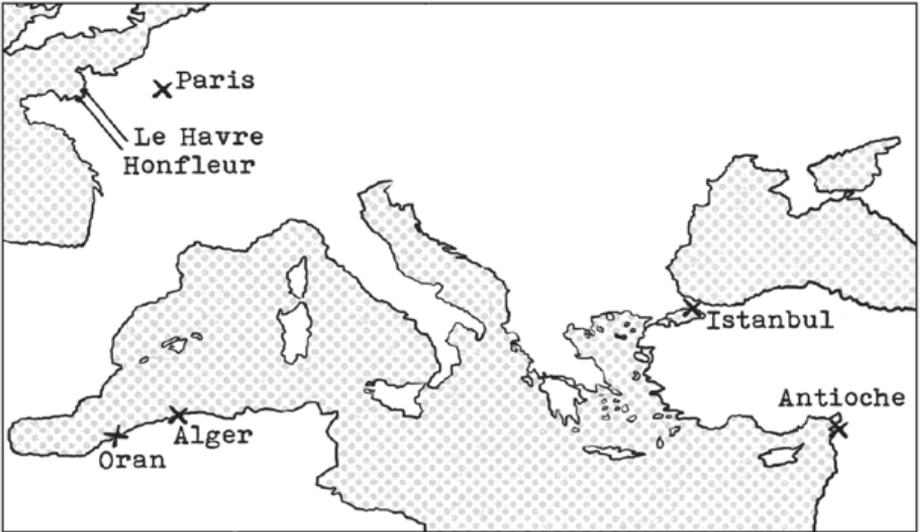
Ahmed Tiab

Gymnopédie pour une disparue

roman

éditions de l'aube





Du même auteur, chez le même éditeur :

Le Français de Roseville, 2015 ; l'Aube noire poche, 2017

Le désert ou la mer, 2016

À Inès, à Célia.

PREMIÈRE PARTIE

La bagarre fut brève mais d'une violence extrême. La femme, passablement éméchée, commença à ruer dans les brancards dès que l'homme lui annonça sèchement que le deal passé huit ans auparavant ne tenait plus. Il eut beau tenter de la calmer en lui affirmant que ses affaires étaient désormais très florissantes, elle ne voulait rien entendre. Elle le frappait de façon désordonnée et hystérique en le traitant de kidnappeur, d'escroc, de fils de pute. L'homme entra dans une colère froide en entendant ces mots. Il n'allait tout de même pas laisser cette pétasse lui parler comme ça : lui larder le visage avec ses ongles acérés, c'était une chose ; insulter sa mère en était une autre.

Il connaissait parfaitement ce bout de jetée au fin fond du port du Havre, loin de toute circulation. Ils firent à pied les deux cents mètres qui les éloignaient de la voiture de location prise sous une fausse identité. Il avait l'habitude de venir ici mener des transactions importantes et traiter avec ses revendeurs à l'abri des regards.

Trois jours qu'il essayait de négocier. Amadouer, séduire. Il avait tout tenté, hôtel luxueux et restaurants, pour lui montrer que désormais il avait les moyens. Qu'il pouvait subvenir à leurs besoins si elle désirait revenir. Il était rageusement épris d'elle et il se reprochait de l'être à ce point ; du moins il voulait s'en persuader, sinon pourquoi éprouvait-il ce besoin irréprensible de la cogner après une si longue séparation ? Il était encore amoureux, c'est sûr.

Ici, il croyait pouvoir s'en tirer sans problème, qu'il serait tranquille sur ce lointain bout de rade pour obtenir d'elle qu'elle revienne, moyennant une bonne grosse rouste, comme à l'époque... mais elle refusait obstinément.

Au contraire, elle le frappait, encore et encore.

Il se disait qu'il n'aurait jamais dû boire autant. Il avait fait le con. *Faut pas jouer les habitués lorsqu'on ne tient pas l'alcool.* Il se sentait faible ; ses coups ne portaient pas aussi fort qu'il le voudrait. Il n'avait plus de jus, comme s'il était vidé.

La folle furieuse lui rendait coup pour coup et finit par l'entraîner avec elle dans un trébuchement éthylique, une chicorne de poivrots, dans les eaux froides et marronnasses du port de containers. Les cris cessèrent et finirent par se fondre dans un imperceptible bouillonnement.

L'homme avait raison : c'était vraiment un bout de rade loin de tout.

DEUXIÈME PARTIE

I

Boualem avait commencé sa carrière de businessman en 1985. Il la devait à une paire de tennis Stan-Smith usagée, retrouvée dans le hall d'un des immeubles les plus cossus d'Oran, qui s'élève entre la grande préfecture – avec son portrait géant du colonel président vous dardant de ses moustaches –, et la mer moutonnant son vent d'ouest au lointain.

Il faisait souvent la tournée dans ce quartier, histoire de glaner quelque chose d'intéressant à fourguer sur le marché. Parfois, il prenait le bus et montait jusqu'aux Palmiers, un faubourg de villas huppées au sud de la ville, pour y faire les poubelles des familles de commerçants et d'industriels qui vivaient là. Mais les trouvailles les plus réjouissantes se faisaient définitivement au centre-ville, chez les cadres et les professions libérales, moins radins que la bourgeoisie et les parvenus des quartiers hauts de la périphérie.

Ce jour-là, c'était carrément le jackpot. Le fils du médecin spécialiste qui habitait au dixième étage avait oublié un petit sac au pied de l'ascenseur en revenant de l'entraînement. Il contenait la paire de chaussures, une raquette et des balles neuves.

Une paire comme celle-là devait valoir un bon petit paquet de dinars, pensa-t-il. Il irait dès le lendemain matin, vendredi, au marché *trabendo*¹ de Ville-Nouvelle la soumettre à la convoitise d'Oranais peu fortunés mais toujours soucieux de leur apparence extérieure. Il connaissait trop bien ses compatriotes, qui aimaient particulièrement paraître à leur avantage en toutes occasions et appréciaient exhiber des atours siglés, une marque célèbre et reconnaissable entre toutes, dussent-ils être usagés.

Il la vendra au plus offrant après l'avoir arrangée, rendue plus attractive pour se permettre de faire monter la sauce, jouer au businessman aguerrri afin d'entrer dans le cercle des trabendistes. Il avait toujours à la maison un flacon de « blanc d'Espagne » qui se chargera de redonner une nouvelle jeunesse à la paire d'Adidas.

C'était la belle époque. On pouvait faire fortune avec n'importe quoi pourvu que ça vienne de France ou d'Espagne. En ces temps où les antennes paraboliques n'existaient pas encore, l'Europe était fantasmée. Les heureux détenteurs de visas et des moyens financiers suffisants pour s'y rendre, rapportaient, tels des Marco Polo de pacotille, leurs récits du paradis européen. Ils magnifiaient le mode de vie et la société de consommation dont les Algériens étaient depuis si longtemps privés.

L'industrie textile du pays, encore nationalisée, ne se souciait guère de mode ou de tendances. Les chemises Chréa 100 % polyester, traîtreusement truffées de centaines d'épingles, se vendaient toujours dans de luxueuses boîtes en carton, et les costards en tergal constituaient encore l'essentiel de la garde-robe du Brummel algérien. Les chaussures de sport

1. Contrebande.

ne faisaient pas partie du catalogue national de production. Seules quelques paires de chaussures déjà déformées par le mauvais cuir suant garnissaient les pauvres étagères des anciens magasins Bata de la rue Larbi Ben M'hidi.

La mentalité *socialiste*, démodée, restait profondément ancrée dans les esprits étroits des fonctionnaires gérants des industries textiles algériennes, sous perfusion pour quelque temps encore. Ils demeuraient idéologiquement rétifs aux tenues occidentales et modernes d'influence américaine. Par conséquent, les jeans et surtout les baskets s'arrachaient sur les étals posés à même le sol, surveillés de près par des vendeurs méfiants, munis du fidèle *bousbaa*¹.

Le trabendisme local avait constitué une filière très organisée consistant en trois groupes distincts : les commanditaires, qui possédaient généralement le pognon et les relations, contrôlaient les points de vente et faisaient les plus grosses marges. Les porteurs, qui se coltinaient les énormes sacs tricolores typiques, sur lesquels ils dormaient dans les coursives du *Tariq ibn Ziyad*, rafiote à moitié rouillé qui faisait le ferry entre les côtes européennes et les ports d'Alger et d'Oran. Ces derniers étaient les soutiers de la profession, les prolos de la filière, les trimards qui récupéraient les miettes du business avec des rêves de richesse plein le ciboulot. Enfin, les immigrés qui préparaient les commandes. Ils se faisaient du fric en guettant les soldes dans les hypermarchés en France et achetaient en grande quantité toutes sortes de marchandises qu'ils stockaient en attendant les *hammalas*². Ils faisaient de juteuses plus-values en revendant la camelote au prix standard.

1. Couteau oranais typique.

2. Porteurs.

Les porteurs, souvent des jeunes désœuvrés mais débrouillards, obtenaient miraculeusement des visas pour la France. Ils devaient pour cela faire la queue au consulat à l'époque où il avait ouvert une antenne sur le boulevard du Front de mer. La chaîne humaine s'allongeait alors sur une bonne centaine de mètres, faisant le tour du pâté de maisons et descendant jusqu'à la rue qui donne sur le tunnel menant à la route du port et la Corniche. Les jeunes chômeurs qui habitaient le voisinage avaient même inventé un job : « Faiseur de queue pour le visa. » Cela consistait à se mettre dans la queue la veille au soir, dormir sur place sur un petit grabat puis vendre sa place au plus offrant au petit matin. La demande ne tarissait pas malgré les prix qui flambaient. Pour les dossiers les plus pressants, comme les prises en charge médicales, les prix pouvaient atteindre des fortunes. Les affaires furent florissantes jusqu'au jour du déménagement du consulat vers une aile de l'ancien lycée Pasteur, où les queues étaient sévèrement organisées à coups de matraques.

Les visas, sèchement refusés aux jeunes diplômés voulant fuir le pays par les voies légales, étaient volontiers octroyés aux porteurs de valises, rapidement identifiés par les agents consulaires qui trouvaient un Pascal¹ soigneusement plié au milieu des pages du passeport vert moucheté par d'innombrables tampons de la police de l'air, française principalement. L'éthique était sauve ; ils pouvaient dormir tranquilles car aucun porteur ne prendrait le risque de rester là-bas avec l'argent de la commande. Le *trabendo* était un petit monde bien organisé et les contrevenants seraient rapidement retrouvés et châtiés par les commanditaires. Personne n'avait intérêt à faillir à sa mission et à revenir sans le précieux chargement. Le fonctionnaire des

1. Billet de 500 francs.

visas garantissait ainsi à la France un contrôle strict du flux migratoire entre les deux pays en ne laissant passer que ceux qui n'avaient pas d'autre choix que celui de revenir au bled. Les autres restaient là faute d'alternative ou bien se résolvaient à faire comme les Cubains, traverser le bras de mer qui séparait Oran d'Almeria sur des radeaux de fortune ou des chambres à air de poids lourds.

Il a fallu jouer des coudes pour libérer un bout de trottoir dans une des nombreuses ruelles qui affluent sur le grand boulevard Zabana depuis la Tahtaha.

Au bout de quelques transactions, de manœuvres d'intimidation et de coups de boule, Boualem réussit à prendre possession d'un mètre de macadam sur lequel il exhibait tantôt un Lévi-Strauss hors du temps, une chemise Cerrone ou une paire de Nastases. Les affaires allèrent bon train jusqu'au jour où la rumeur terrible s'empara de la ville, un jour d'octobre 1988. Celle du chaos.

Une sortie de prière du vendredi sous le signe de l'émeute populaire.

On commença par brûler les premiers symboles de la pénurie alimentaire organisée par le pouvoir : les supermarchés d'État. Les islamistes s'emparèrent de la faim des plus pauvres et la retournèrent contre le parti unique.

Pendant les trois premières semaines qui succédèrent aux émeutes dites du FMI, Boualem se retrancha dans son quartier. La plupart des Oranais firent de même, passant leur temps à guetter les mouvements de troupes qui avaient pris place dans les carrefours et les points stratégiques de la ville. Les chars étaient de sortie, comme à Beyrouth à la même époque. Habituellement, les vieux engins de fabrication russe étaient astiqués pour parader pendant les défilés du

1^{er} novembre et du 5 juillet devant une liesse populaire télécommandée depuis les gradins officiels par les généraux aux poitrails lourdement lestés de médailles. Les héros fatigués portaient sur la plèbe crédule un regard plein de morgue et de satisfaction gourmande.

Mais là, les engins semblaient beaucoup plus menaçants et suscitaient bien plus qu'une vague trouille chez le citoyen. Nul ne pouvait garantir qu'ils n'oseraient pas tirer sur la population.

Ils se positionnèrent dans les gros carrefours de la ville et devant les édifices les plus sensibles. Seuls les plus jeunes et les plus motivés sortaient pour affronter les forces de l'ordre à heures fixes. Une sorte de rituel rythmé par les appels à la prière quotidiens qui permettaient à chaque camp de souffler un peu. Des hordes de jeunes sans perspective autre que l'ennui morbide, excités par les islamistes, trouvaient dans les rues de la ville une occasion unique de se défouler et d'en découdre en plein jour avec l'autorité. Le lancer de caillasse devint le sport favori de la jeunesse algérienne, désemparée et miséreuse, qui jouait à l'Intifada dans les rues entre deux repas.

Après cinquante ans de frustration démocratique et d'interdiction de manifester, le besoin d'expression jaillissait dans la culture de l'émeute. Dès lors, tout rassemblement devint suspect, jusqu'aux sorties de stade le soir de grandes rencontres. Et gare si une équipe en visite battait les champions locaux car le centre-ville verrait ses vitrines s'effondrer dans l'heure ! Les artisans vitriers connurent un regain d'activité considérable.

Ceux qui n'avaient rien à faire dans la rue regardaient la télévision pour tenter de comprendre ce qui se tramait à Alger. On lisait entre les lignes pendant les interminables journaux télévisés, on guettait le moindre mouvement de moustache en uniforme. Le président-colonel apparut enfin à la télé entre deux reportages animaliers, et dans un sabir fastidieux,

expliqua aux « frères de lutte » que la situation était sous contrôle et que dès le lendemain matin, il y aurait du beurre en abondance dans les supermarchés d'État... qui continuaient pourtant de flamber dans les quartiers populaires.

Les Algériens ne trouvèrent pas le beurre mais devinrent incollables sur les grandes migrations des bancs de morue dans le grand Nord canadien et la prolifération des rongeurs dans le bush australien. C'était toujours ça de pris.

Le quartier restait l'unique périmètre où l'on se sentait à peu près en sécurité.

Une fois les grandes décisions politiques rendues et une promesse de grandes perspectives d'ouverture économique faite, la rue se calma. Les pauvres bidasses continuèrent cependant à cuire sous le soleil dans leurs chars pendant de longues semaines encore. Certains, pris de malaise et de déshydratation, se voyaient proposer assistance par le voisinage. On a même vu des vieilles du quartier apporter elles-mêmes des grands plats de couscous fumant aux factionnaires affamés, dans un geste quasi maternel.

Boualem gardait toute la journée la porte de leur maison dans le quartier de Saint-Pierre, accompagnant Benamar, son frère aîné, dans sa contemplation mutique. Ce dernier, ayant souffert de graves séquelles psychologiques suite à une dépression nerveuse pendant son adolescence, passait tout son temps assis sur un petit tabouret, tantôt d'un côté de la rue tantôt de l'autre, adossé aux murs, à fumer ses trois paquets de cigarettes quotidiens. À force, il était devenu partie intégrante du décor de la rue. Les voisins, habitués à son silence, lui donnaient pourtant le bonjour en passant. Il ne répondait jamais. Il se limitait à regarder sans expression particulière les gens et les bagnoles en fumant clope sur clope. Benamar avait fait plusieurs tentatives de suicide lorsqu'il était plus

jeune. Dans la famille, et plus généralement dans la société algérienne, ce genre d'affections mentales était nié, ignoré des autres, car il portait le sceau d'une malédiction divine. Certes, il existait bien l'hôpital psychiatrique de Sidi Chahmi au sud de la ville ; mais pour la population, ce n'était pas là qu'on trouvait les meilleurs thérapeutes.

Les familles préféraient confier leurs enfants dépressifs à des rebouteux et des *tolbas*¹ qui délivraient des gris-gris incompréhensibles en guise d'ordonnance contre une petite obole. Un très grand nombre de jeunes gens qui n'avaient pas la chance de se rater comme Benamar mouraient dans l'indifférence générale, abandonnant leurs congénères à la fatalité d'une société qui ne reconnaissait aucun mal-être à ses enfants.

Leur maison se situait sur une rue perpendiculaire à la longue rampe Béranger qui monte de façon abrupte, en ligne droite, jusqu'à la cité Perret, coupe-gorge bien connu d'Oran. Elle était composée d'un patio typique surmonté d'un étage. Deux familles y vivaient.

La ville d'Oran est édifiée sur une colline ; de nombreuses avenues rectilignes partent depuis le centre au nord, plus proche de la mer, à l'assaut du Plateau, et débouchent généralement sur la longue rue de Mostaganem.

La cité Perret est située au carrefour du grand boulevard et de la rampe qui mène à la gare ferroviaire immaculée dont le visiteur d'un jour confond régulièrement la haute tour et son horloge avec un minaret.

Perret forme à elle seule une vraie petite ville dans le quartier Saint-Charles. Plusieurs barres d'une quinzaine d'étages, collées les unes aux autres, constituent un inextricable réseau de couloirs et de coursives dans lesquels les flics ne s'aventurent guère.

1. Religieux.

Elle abritait à cette époque plusieurs salles de prières clandestines devenues fiefs islamistes très actifs. Les appartements étaient généralement surpeuplés et posaient de sérieuses interrogations aux agents de recensement qui parfois s’y aventuraient. Au pied de ces immeubles, une station-service suintant l’huile et le diesel fonctionnait 24 heures sur 24. Il arrivait que le pompiste sorte vous servir et vous propose le rituel coup de chiffon gras sur le pare-brise avec une clope oubliée au bec. La moindre explosion provoquerait un vrai carnage dans ces environs surpeuplés.

Le business reprenait peu à peu malgré le désordre et l’incertitude politique. Les islamistes devinrent des acteurs politiques incontournables en Algérie et n’avaient rien contre les commerçants, bien au contraire. Ils les encourageaient à voter pour eux, promettant une application stricte de la *charia*, dont la jurisprudence en matière de taxation était très compréhensive et promettait d’alléger substantiellement l’impôt républicain et laïc honni, hérité de la colonisation et qu’ils s’évertuaient pourtant tous à soustraire au fisc démocratique et populaire.

Boualem se dit que le chaos ambiant pouvait servir ses affaires et décida qu’il ne se contenterait plus de son bout de trottoir ; il lui fallait à présent une échoppe afin de décupler ses gains rapidement. Les cartes avaient été redistribuées et il fallait rapidement choisir son camp. Il se rendit vite compte que des barbus investissaient la place pour vendre, entre autres, leurs outils de propagande consistant en cassettes de prêches enflammés prônant la République islamique, au milieu de piles d’*abayas*¹ et d’affriolants voiles de toutes les couleurs.

1. Vêtement long féminin.

Une vague libérale accompagnait la mutation politique. L'ouverture se faisait à tous les niveaux : politique, médiatique et économique. Les deux premiers domaines n'ayant aucun attrait pour Boualem, sa convoitise se porta sur une boutique tenue par un type réputé proche de la municipalité, donc de l'ancien parti unique. Il était par ailleurs notoirement connu pour ses frasques nocturnes et son penchant alcoolique qu'il assouvissait sans vergogne dans les boîtes branchées. Il allait, de ce fait, vite se retrouver sans protection puisque la majorité des villes allaient basculer du côté des islamistes.

Boualem alla voir un de ses copains de la cité Perret, Kader, dit Scarface, ex-trafiquant en tous genres, ancien taulard de droit commun rentré dans le droit chemin et fraîchement parfumé en odeur de sainteté depuis l'avènement des barbus. Il lui proposa une collaboration des plus fructueuses, consistant à développer un commerce mixte de fringues *trabendo* et islamiques les plus en vogue. Ils en profiteraient pour vendre des cassettes des prêches du Cheikh-star en tête du hit-parade du moment, des tapis de prière avec horloge intégrée et d'autres gadgets halal en vogue. Mais pour ce faire, il fallait éjecter un des locataires des échoppes, propriétés des plus vieilles familles de Ville-Nouvelle. Boualem avait des vues sur la boutique de Djaffar Gazouze Man, dont il rappela à Scarface le penchant alcoolique ainsi que sa clientèle assidue de la guinguette de Canastel, ce qui, moralement s'entendait, constituait une circonstance aggravante.

Avant la fin de la semaine, une bande de « frères » déboula dans la boutique, accusa le type en question de blasphème et de comportement incompatible avec la religion et les nouvelles bonnes mœurs. Il fut sévèrement bastonné et exproprié sans ménagement ni préavis.

Deux gros cadenas flambant neufs vinrent orner le rideau en tôle ondulée dont les clés étaient déjà dans les poches de Boualem et de son comparse. Le propriétaire des murs n'était pas regardant sur l'identité de ses locataires, mais il veillait scrupuleusement à percevoir son loyer en temps et en heure ; qu'importait pour lui l'identité de celui qui réglait les mensualités.

Boualem ne perdit pas de temps. Il monta son propre réseau de *trabendo* avec l'Espagne et la France indépendamment de son associé, qui faisait son gras dans le négoce islamique en provenance de Turquie et d'Arabie. Entre-temps le pays s'ouvrait à un pluralisme politique de façade, fermement encadré par les patrons de l'ancien parti unique. Les anciens leaders de la résistance, devenus indésirables au point de disparaître des manuels scolaires d'Histoire, revinrent de leurs exils suisse ou marocain pour prendre la direction de petits partis sans le sou mais avec des rêves d'Algérie libre et multiple plein la tête.

Les islamistes du FIS avaient à présent pignon sur rue et entreprirent la conquête électorale du pays scrutin après scrutin, jusqu'à toucher du bout des doigts la victoire aux législatives... qui leur échappa de peu.

Puis tout bascula à nouveau.

Le rêve démocratique et pluraliste algérien avait fait long feu. L'armée, qui ne s'était jamais trop éloignée des affaires, reprit en main le pays en bloquant le processus électoral quelques jours avant les législatives qui allaient plonger l'Algérie dans un saint cauchemar.

Ce qui allait devenir la règle dans les pays arabes dans un futur proche avait déjà été théorisé et expérimenté en Algérie : obliger les citoyens à choisir le moins pire entre deux maux.